



CONTRAT DE LOCATION LONGUE DUREE

CM-CIC Leasing Solutions, désignée sous le sigle CCLS - Société de financement agréée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de
Résolution - Société de courtage d'assurances inscrite à l'ORIAS sous le numéro 07 022 823 (www.orias.fr) - Société par Actions
Simplifiée au capital de 193 179 258 euros - Siège social : Tour D2 - 17 bis, place des Reflets - 92988 Paris La Défense Cedex - France
- RCS Nanterre 352 862 346 - N° TVA intracommunautaire FR 54 352 862 346 - Site internet : www.ccls-leasing.fr. CCLS est une entité
de Crédit Mutuel Alliance Fédérale. - Service client: N° Magenta 0810 670 870

CONDITIONS PARTICULIERES

Paris La Défense, le 17/03/21

REFERENCE EE7212600 _ 2

LOCATAIRE

Nom (Société): COMMUNE DE ROYAN

Adresse: MAIRIE
80 AV DE PONTAILLAC
17200 ROYAN

SIREN : 211703061

Nom (Dirigeant/Exploitant):

OBJET DE LA LOCATION (MATERIEL)

Références et état du ou des Matériel(s) :

1	COPIEUR MULTIFONCTION	REX ROTARY
	2 MC250FW + ACC NEUF.	NEUF

Selon la facture et les n° de série établis par le(s) Fournisseur(s)

Réf. Devis/Commande :

CONDITIONS DE LA LOCATION

Durée de la location : 63 mois (plus période intercalaire)

Terme des loyers : A échoir

Mode de paiement : Mandat

TVA au taux en vigueur :

Date de livraison estimée :

Jour d'échéance des Loyers périodiques : ___ ___
(à défaut le premier jour de la période civile)

Primes d'assurances (cf. Conditions Générales) d'un montant mensuel indicatif de :

Assurance Décès / PTIA: 1,06 *

Assurance Décès / PTIA + ITT / IP: 1,83 *

Frais de dossier : 100,00 euros H.T.

Primes d'assurance non soumises à TVA.

*Primes facturées seulement si une adhésion est signée à part.

IMPORTANT : Les termes de loyers seront majorés des taxes applicables.

Les montants du Contrat sont exprimés en EUROS.

DOMICILIATION

Ci-joint le Mandat SEPA à retourner dûment complété et signé accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire en original (RIB).

FOURNISSEUR(S)

REX ROTARY

3 RUE JESSE OWENS 93631 LA PLAINE ST DENIS CEDEX

SIREN : 383359510

ECHEANCIER (hors assurances)

Loyers	Montant du loyer H.T. avec maintenance	Fréquence
21	150,00	Trimestriel

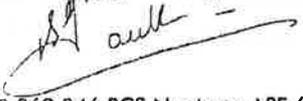
Certifié Conforme

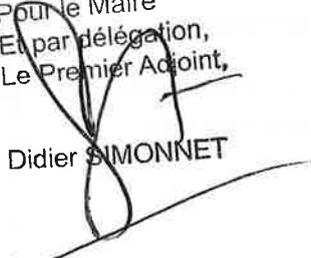
Mairie de Royan, le
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général des Services



Hubert THOMAS

Le Contrat est formé des Conditions Générales ci-jointes que le Locataire déclare avoir lues et acceptées, et des Conditions Particulières susvisées ainsi que de l'Annexe le cas échéant. En apposant sa signature sur les Conditions Particulières, le Locataire consent expressément aux Conditions Générales et le cas échéant à l'Annexe. Il certifie que le bien loué est destiné exclusivement aux besoins de son activité professionnelle et qu'il est en rapport direct avec celle-ci.

<p>Le BAILLEUR CCLS</p>	<p>CM-CIC Leasing Solutions SAS au capital de 193.179.258 €</p>  <p>N° 352 862 346 RCS Nanterre-APE 6491Z N° TVA FR 84352862346</p>
------------------------------------	---

<p>Le LOCATAIRE</p> <p>Date : <i>14/03/21</i></p> <p>Nom et Prénom du Signataire :</p> <p>Qualité :</p> <p>Adresse Email : f.chauveau@mairie-royan.fr</p> <p>Signature et Cachet commercial:</p>	<p>Pour le Maire Et par délégation, Le Premier Adjoint,</p>  <p>Didier SIMONNET</p>	
--	---	---

Option d'adhésion aux assurances Décès / Perte Totale et Irréversible d'Autonomie (PTIA) / Incapacité Temporaire Totale (ITT) - Invalidité Permanente (IP)

Ces assurances facultatives ont pour objet de couvrir l'assuré bénéficiant d'un financement consenti par CCLS. Assurer son financement permet à l'assuré de se protéger financièrement en cas de Décès, Perte totale et Irréversible d'Autonomie, Incapacité Temporaire Totale de Travail et Invalidité Permanente. Si vous souhaitez souscrire à une assurance sur la personne, contactez votre interlocuteur commercial CCLS Leasing Solutions pour qu'il recueille vos besoins lors d'un entretien et vous fasse une proposition.

Préambule : - DEFINITIONS ET OBJET DU CONTRAT :

Dans les présentes conditions générales (les « Conditions Générales »), et dans les conditions particulières (les « Conditions Particulières ») signées par le Locataire les termes employés avec une majuscule auront le sens défini ci-après :

Bailleur : désigne CM-CIC Leasing Solutions.

Contrat : désigne le contrat de location formé par les Conditions Particulières signées par le Locataire et les présentes Conditions Générales.

Contrat de Vente : désigne le bon de commande, ou toute forme de contrat aux termes duquel le Fournisseur vend le Matériel au Bailleur.

Fournisseur : désigne le fournisseur qui a vendu le Matériel objet du Contrat au Bailleur.
Locataire : désigne le locataire partie au Contrat et désigné dans les Conditions Particulières.

Loyer(s) : désigne les loyers payables par le Locataire aux dates et pour les montants décrits aux Conditions Particulières.

Matériel : désigne le matériel décrit dans les Conditions Particulières ; il est précisé que le terme « Matériel » recouvre tant l'équipement proprement dit objet du Contrat de Vente que tout(s) logiciel(s) ou accessoire(s) désigné(s) aux Conditions Particulières ou intégré(s) à l'équipement.

Prestataire : désigne le prestataire choisi le cas échéant par le Locataire en vue de faire assurer une ou des Prestations sur le Matériel.

Prestation(s) : désigne le recours librement déterminé par le Locataire avec le Prestataire de son choix à des services de maintenance et/ou tout autre service.

Le Contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Bailleur fera l'acquisition auprès du Fournisseur du Matériel choisi par le Locataire et le louera au Locataire ; il est précisé que l'intervention du Bailleur se limite à l'acquisition et à la location du Matériel à l'exclusion de toute obligation concernant la maintenance, l'exploitation ou l'entretien du Matériel. Le présent préambule fait partie intégrante du Contrat.

Article 1 - CHOIX DU LOCATAIRE

1.1. **Choix du Matériel :** Le Locataire, agissant en qualité de mandataire du Bailleur, a choisi sous sa seule responsabilité le Matériel, objet du Contrat, de la marque et du type qui lui conviennent, en fonction des qualités techniques requises, du rendement souhaité et de ses propres besoins d'utilisateur, chez le Fournisseur de son choix, avec lequel il est convenu des délais, conditions, modalités et lieu de livraison sans aucune intervention du Bailleur. Le Locataire agit dans l'exécution du mandat susvisé sans aucune intervention du Bailleur, société financière dont le rôle n'est nullement d'apprécier l'aspect technique du Matériel ni les compétences et solvabilité du Fournisseur. Le Locataire est notamment tenu de s'assurer de l'aptitude du Matériel par lui choisi et/ou de tout logiciel associé ou intégré à tout traitement d'année, de date ou d'heure. Le Locataire engage en conséquence son entière responsabilité envers le Bailleur si, pour quelque cause que ce soit, le Fournisseur s'avère défaillant dans ses obligations de vendeur.

1.2. **Durée :** La durée du Contrat telle que fixée aux Conditions Particulières est irrévocable. En cas de livraisons échelonnées, elle s'apprécie Matériel par Matériel.

1.3. **Engagements du Bailleur :** Ces choix du Locataire s'imposent au Bailleur dont les seuls engagements consistent :

(i) dès la signature du Contrat et des garanties demandées, à passer commande ou reprendre à son nom celle passée par le Locataire,

(ii) à acquérir le Matériel, en payer le prix et le donner en location au Locataire.

Le Bailleur n'aura pas d'autres obligations que celles décrites aux (i) et (ii) ci-dessus. Le Locataire déclare qu'il utilisera le Matériel à des fins d'activité professionnelle.

Article 2 - LIVRAISON

2.1. **Réception par le Locataire :** Le Matériel est livré aux frais et risques et sous la responsabilité du Locataire. En qualité de mandataire du Bailleur, le Locataire s'oblige, à ses frais, à prendre livraison du Matériel, objet de la location. Sous réserve des stipulations prévues à l'Article 2.3, le Locataire ne peut refuser la livraison du Matériel que pour le seul motif de sa non-conformité ; il doit alors aviser immédiatement le Bailleur de son refus par lettre recommandée avec accusé de réception.

2.2. **Paiement du Fournisseur :** Le Locataire autorise le Bailleur à régler le Fournisseur dès présentation de la facture et de l'avis de livraison et/ou réception signé par le Fournisseur attestant la bonne réception du Matériel par le Locataire et l'absence de toute contestation pour non-conformité.

2.3. **Livraison non-conforme :** En cas de non-livraison à la date prévue de livraison dans les conditions particulières ou au plus tard dans les trois (3) mois de la signature du Contrat par le Locataire comme en cas de refus du Matériel pour non-conformité, le Locataire donne dès à présent au Bailleur, qui ne peut être tenu d'aucune responsabilité, la faculté d'annuler la commande et de résilier le Contrat. Dans ce cas, le Locataire rembourse au Bailleur, à première demande de sa part formulée par lettre simple, les acomptes que celui-ci a pu verser au Fournisseur, augmentés des frais de dossier fixés forfaitairement à 0,5% du montant des acomptes payés avec un minimum de trois cents (300) euros H.T. et un plafond de cinq mille (5000) euros H.T. ainsi que des intérêts sur les sommes avancées au taux de 1,5% par mois, tout mois commencé étant dû en entier. En tout état de cause, le Locataire s'engage à garantir le Bailleur contre toute action du Fournisseur par suite de l'annulation de la commande et/ou du refus de prendre livraison du Matériel. En cas de livraisons échelonnées, les stipulations qui précèdent s'appliquent au(x) seul(s) Matériel(s) non livré(s) à la date prévue dans les conditions particulières ou à l'expiration du délai précité de trois (3) mois.

2.4. **Recours contre le Fournisseur :** Le Locataire pourra exercer contre le Fournisseur tous recours ou actions découlant du non-respect de toute convention passée par lui avec le Fournisseur préalablement ou concomitamment à la signature du Contrat, ces conventions étant en tout état de cause inopposables au Bailleur.

Article 3 - DATE DE PRISE D'EFFET DE LA LOCATION

La location prend effet à la date de signature par le Fournisseur de l'avis de livraison et/ou réception du Matériel. Par dérogation à ce qui précède, lorsque l'avis de livraison et/ou réception est daté du 29, 30 ou 31, la location prend effet le premier jour calendaire du mois suivant. En cas de livraisons échelonnées, la location prend effet pour chaque Matériel livré aux conditions ci-dessus prévues.

Article 4 - LOYERS - MODALITES DE REGLEMENT

4.1. **Loyers et révision des Loyers :** Les Loyers sont calculés sur la base du prix dû au Fournisseur et des conditions de paiement convenues avec lui par le Locataire, et sont donc révisés en cas de variation du prix du Matériel entre la date de la signature du Contrat par le Locataire et la date de paiement. En outre, si la livraison du Matériel intervient plus d'un (1) mois après la date de signature du Contrat par le Locataire, toute augmentation supérieure ou égale à 10 points de base de l'indice (ci-après l'« Indice »), entre les deux dates de référence suivantes, à savoir (i) la date de signature du Contrat par le Locataire et (ii) la date d'échéance du premier Loyer, entraîne de plein droit la variation corrélative des Loyers par application dudit Indice aux Loyers. Dans le cas où le paiement du Loyer serait à terme échu ou décalé, la date prise en compte au titre du (ii) est celle à laquelle le premier Loyer aurait été exigible s'il avait été à terme à échoir. L'Indice est calculé comme suit : A étant le taux de rendement secondaire des emprunts du secteur privé à plus de sept (7) ans (PRLT) publié le dernier jour ouvré (à l'exception du samedi) de la semaine calendaire précédant chaque date de référence (la « Semaine »), sur le site internet de la Banque de France et calculé suivant les règles du Comité de Normalisation Obligatoire ; B étant la moyenne arithmétique des taux EURIBOR 12 mois publiés chaque jour ouvré de la Semaine (à l'exception du samedi). L'Indice (I) est obtenu par application de la formule suivante :

$$I = \frac{(A + B)}{2}$$

Les Loyers revenant au Bailleur, déterminés comme indiqué ci-dessus, restent fixes pendant toute la durée de la location sauf variation du taux de la T.V.A. ou plus généralement du régime fiscal de l'opération. Dans ces hypothèses, le Bailleur est autorisé de plein droit, sans formalité préalable, à pratiquer les ajustements de Loyers correspondants. En cas de livraisons échelonnées, les Loyers dus sont calculés au prorata de la valeur du ou des matériels livrés par rapport à celle de l'ensemble du Matériel devant être livré.

4.2. **Exigibilité :** Un premier loyer (le « Loyer Intercalaire ») est exigible à la date de prise d'effet de la location. Le Loyer Intercalaire couvre, *pro rata temporis*, la période (« Période Intercalaire ») courant de la date de prise d'effet jusqu'au jour de paiement du premier Loyer Périodique. Sauf accord contraire des parties, le premier des autres loyers (« Loyers Périodiques ») est dû le premier jour ouvré à la date indiquée aux Conditions Particulières. A défaut de Période Intercalaire, le premier Loyer Périodique est exigible à la date de prise d'effet de la location. En cas de livraisons échelonnées, les Loyers Périodiques sont déterminés en fonction de la valeur du ou des matériel(s) livré(s) par rapport à celle de l'ensemble du Matériel et le Loyer Intercalaire concernant tout matériel livré après la première Période Intercalaire est alors calculé *pro rata temporis* sur la période courant de la date de prise d'effet de sa location jusqu'à l'échéance suivante du Loyer Périodique des matériels déjà livrés. Toute période commencée, quelle qu'elle soit, est due en totalité. Des frais pour la mise en place du Contrat seront payables avec le premier Loyer, selon le tarif du Bailleur en vigueur lors de la signature du Contrat par le Locataire.

4.3. **Prélèvement sur compte bancaire :** Afin de procéder au paiement de toutes sommes dues au titre des présentes ainsi que le cas échéant de des Prestations et/ou de toute assurance, le Locataire autorise le Bailleur ou un mandataire de son choix à effectuer des prélèvements sur son compte et à aviser l'établissement domiciliaire. A cet effet, il signe un mandat de prélèvement SEPA. Le Locataire s'engage à maintenir en vigueur ledit mandat pendant toute la durée de la location. Tout transfert à un autre établissement est soumis à l'autorisation préalable du Bailleur, tous frais de transfert étant à la charge du Locataire. En cas d'autorisation du Bailleur, le transfert demandé par le Locataire prendra effet (i) à compter de la première échéance locative suivant la date d'autorisation lorsque celle-ci tombe plus de quinze (15) jours calendaires après ladite autorisation ou (ii) à compter de la deuxième échéance locative suivant la date d'autorisation lorsque celle-ci tombe moins de quinze (15) jours calendaires après ladite autorisation. En cas de paiement par un autre moyen autorisé par le Bailleur, les Loyers et toutes sommes dues sont portables et non quérables.

4.4. **Coobligés :** Dans l'hypothèse où le Matériel est loué à plusieurs colocataires, ceux-ci font leur affaire personnelle de l'usage du Matériel et resteront personnellement et solidairement tenus de toutes les obligations résultant du Contrat et notamment du paiement des Loyers convenus. Un colocataire peut recevoir mandat d'un autre colocataire afin d'exécuter pour leur compte commun le Contrat et notamment le paiement dans leur intégralité de toutes sommes dues. Les factures seront alors émises au nom du colocataire qui a reçu mandat et le montant prélevé sur son compte dans les conditions convenues. En cas de défaillance de l'un ou l'autre des colocataires, l'autre colocataire exécute alors toutes obligations nées des présentes et fait son affaire personnelle de toute éventuelle reprise du Matériel en quelques état et lieu que ce soit. En tout état de cause, les colocataires feront leur affaire personnelle du traitement de cette défaillance dans leurs rapports sans que ledit traitement puisse être opposable au Bailleur sauf accord exprès de ce dernier.

4.5. **Défaut de paiement :** Sans préjudice de la résiliation du Contrat prévue à l'Article 10, tout défaut de paiement même partiel d'un Loyer et de toute autre somme due au titre du Contrat pourra, si bon semble au Bailleur, entraîner de plein droit et sans qu'une mise en demeure soit nécessaire, la perception d'intérêts de retard auxquels s'ajouteront les taxes, ainsi que les frais et honoraires de recouvrement même non répétables. Ces intérêts sont calculés sur le montant H.T. de l'impayé du jour de son échéance au jour du règlement au taux de 1,5 % par mois. Tout mois commencé est dû en entier. Les intérêts dus pour une année entière porteront intérêts au même taux conformément à l'article 1343-2 du Code civil. Le Bailleur aura droit également, en application de la réglementation du Code de commerce, à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€ H.T.

4.6. **Dépôt de garantie :** Lorsqu'un dépôt de garantie est exigé du Locataire, il est conservé par le Bailleur sans produire d'intérêts pendant toute la durée de la location. Il n'a pour objet ni d'assurer le paiement normal des Loyers, ni de compenser tous frais éventuels à la charge du Locataire. Le dépôt de garantie doit être à tout moment égal au montant fixé dans le Contrat, il est une condition déterminante du consentement du Bailleur, sans laquelle le Bailleur n'aurait pas conclu le Contrat. Toutefois, le Locataire accepte d'ores et déjà que le Bailleur puisse à sa seule discrétion, compenser tout impayé du Locataire avec le montant du dépôt de garantie. Lorsque le Bailleur aura utilisé partiellement ou totalement le dépôt de garantie, le Locataire aura l'obligation de reconstituer ledit dépôt de garantie dans un délai de huit (8) jours ouvrés à compter de la date à laquelle le Bailleur l'aura utilisé, de telle manière que le montant du dépôt de

garantie soit toujours égal au montant fixé dans le Contrat. En cas de résiliation du Contrat prévue à l'Article 10, le Bailleur pourra imputer sur le dépôt de garantie le paiement des sommes dues. Le dépôt de garantie sera restitué, à l'expiration de la location, sous déduction de toutes sommes pouvant être dues au Bailleur. En cas de cession judiciaire du Contrat, un dépôt de garantie devra être constitué par le cessionnaire du Contrat à la date de la prise d'effet de la cession, à hauteur d'un montant égal au montant du dépôt de garantie déterminé initialement à la date des présentes multiplié par un coefficient C, ce coefficient étant égal au montant des Loyers restant à payer à la date de cession divisé par le montant total des Loyers stipulés payables à la date de prise d'effet du Contrat. Les parties conviennent également que le dépôt de garantie pourra être affecté, à la discrétion du Bailleur, au paiement de toute somme due au titre de tous autres contrats conclus entre le Bailleur et le Locataire. Réciproquement, les parties conviennent que les dépôts de garantie constitués par le Locataire au profit du Bailleur au titre d'autres contrats pourront être affectés au paiement de toutes sommes dues au titre du Contrat. En conséquence, lesdits dépôts de garantie ne seront restitués conformément aux stipulations et au calendrier des régissant que sous réserve qu'à la date prévue de restitution le Locataire ait dûment exécuté toutes ses obligations antérieures au titre de tous les contrats conclus entre le Locataire et le Bailleur et ne soit, en conséquence, débiteur d'aucune somme envers le Bailleur au titre desdits contrats en ce compris le Contrat.

4.7. Devise de paiement : Si pour une raison quelconque (i) un montant dû par le Locataire est payé au Bailleur dans une devise autre que celle dans laquelle la créance est libellée, ou (ii) le Bailleur doit effectuer une déclaration de créance ou exercer une voie d'exécution dans une devise autre que celle dans laquelle la créance est libellée, et subit en conséquence une perte de change, le Locataire remboursera au Bailleur cette perte de change. Toute opération de change sera effectuée au taux que le Bailleur pourra obtenir sur le marché et à la date qu'il aura choisie de bonne foi. Le Locataire supportera en outre tous frais et commission de change.

Article 5 - INSTALLATION ET JOUISSANCE DU MATERIEL

5.1. Installation : L'installation, la mise en ordre de marche, la fourniture de tous les accessoires et éléments complémentaires nécessaires incombent au Locataire. A cet effet, il doit notamment s'informer utilement et en temps opportun auprès du Fournisseur et se conformer à ses indications. Le Matériel doit être installé dans un local permettant ses bons fonctionnement, conservation et entretien. Son déplacement doit être autorisé par le Bailleur et effectué conformément aux instructions du Fournisseur. Sauf autorisation écrite préalable du Bailleur, le Locataire s'interdit pendant toute la durée de la location et jusqu'à la restitution du Matériel d'apporter des modifications ou adjonctions au Matériel. Dans l'hypothèse où le Bailleur donnerait son autorisation en vue de telles modifications ou adjonctions, sa responsabilité ne pourrait en aucun cas être engagée au titre des conséquences desdites modifications ou adjonctions sur le fonctionnement du Matériel. Lesdites modifications ou adjonctions deviendront immédiatement et sans indemnité la propriété du Bailleur. Toutefois, au moment de la restitution du Matériel au Bailleur pour quelque cause que ce soit, le Bailleur pourra exiger que le Matériel lui soit restitué en l'état d'origine. Les travaux nécessaires seront alors effectués aux frais et sous la responsabilité exclusifs du Locataire, les modifications ou adjonctions lui revenant en cas échéant.

5.2. Lieu d'exploitation : Le Locataire doit informer préalablement le Bailleur de tout changement de domicile ou de lieu d'exploitation du Matériel comme de toute autre modification le concernant.

5.3. Respect de la réglementation : Le Locataire s'engage à se conformer à toute réglementation relative, notamment, à la détention, à la garde, au transport, à l'installation et à l'utilisation du Matériel ainsi qu'aux indications du Fournisseur. Il doit, à tout moment, maintenir le Matériel en bon état. Le Bailleur donne tous pouvoirs au Locataire pour effectuer et satisfaire à toutes obligations légales et réglementaires du propriétaire mises à la charge du Locataire par le Contrat. Le Locataire devra notamment s'assurer de la délivrance par le Fournisseur des attestations de conformité et de tous autres documents prévus par la réglementation. Le Locataire s'engage à maintenir à la disposition du Bailleur l'ensemble des documents relatifs aux Prestations sur le Matériel. Il s'engage également à première demande du Bailleur à remettre à ce dernier l'ensemble de ces documents à jour. A la livraison, le Locataire s'engage également à vérifier que conformément à la réglementation relative aux données personnelles, le Matériel acquis ne contient aucune de ces données. Si tel est le cas, il s'engage auprès du bailleur à effectuer le processus d'effacement décrit dans l'article 12.2. Le Bailleur a toujours la possibilité d'effectuer toute inspection et vérification de l'état du Matériel et de son usage en quelque lieu qu'il soit pendant la durée de la location, ainsi qu'à l'occasion ou après sa résiliation.

5.4. Obligation d'entretien : Le Locataire doit, à ses frais, maintenir le Matériel en bon état de marche, s'assurer de sa bonne conservation et effectuer toutes réparations de quelque nature que ce soit qui s'avèreraient nécessaires pour la bonne conservation du Matériel. Le Bailleur pourra effectuer toute inspection et vérification de l'état du Matériel et de son usage en quelque lieu qu'il soit, pendant toute la durée de la location, à l'occasion ou après la résiliation du Contrat. Il est précisé que le Bailleur, par dérogation expresse aux dispositions des articles 1720 et suivants du Code civil, n'a aucune obligation concernant l'entretien, la conservation et la réparation du Matériel. Tous les frais nécessités par l'utilisation et l'entretien du Matériel sont à la charge exclusive du Locataire qui renonce à tout droit à diminution de Loyer ou à indemnisation par le Bailleur, même si l'indisponibilité du Matériel pour quelque raison que ce soit devait durer plus de vingt-et-un (21) jours.

5.5. Matériel de transport : En cas de location d'un matériel de transport, celui-ci est loué sans conducteur. Le Locataire s'engage à n'utiliser un matériel de transport qu'en possession des pièces légales et réglementaires autorisant sa circulation et à le munir de toutes plaques et inscriptions obligatoires. Le Locataire, dans le cas où la nature ou le tonnage du matériel de transport l'exige, prend à sa charge la "visite de mise en circulation" par le Service des Mines ainsi que les "visites annuelles". Le Bailleur mandate le Locataire à l'effet de déclarer le véhicule loué auprès de l'Administration des Douanes afin d'acquiescement de la taxe à l'essieu par ce dernier. Le Locataire organise librement les opérations de transport dans le respect des réglementations applicables au transport de personnes et/ou de marchandises en tous lieux où le Matériel est utilisé. Le Locataire ne peut utiliser le Matériel que dans les pays mentionnés sur la carte internationale d'assurance automobile. Le Locataire est seul responsable des infractions aux dispositions légales en vigueur auxquelles il est tenu de se conformer, notamment au Code du travail, au Code de la route, à la coordination des transports, aux prescriptions du Service des Mines et aux lois fiscales et douanières.

5.6. Logiciels : En cas de location de logiciel, le Locataire utilisateur s'oblige à respecter les conditions et limites des droits d'usage, fixées par le Fournisseur, dont il a pris

connaissance et qu'il a approuvées. Le Locataire est seul responsable des infractions aux dispositions légales relatives à la protection juridique des logiciels.

Article 6 - RESPONSABILITES ET RECOURS

6.1. Absence de garantie du Bailleur concernant le choix du Fournisseur et du Matériel : En raison de la nature financière du Contrat, le Locataire qui a choisi sous sa seule responsabilité le Fournisseur et le Matériel décharge le Bailleur de toute obligation d'entretien et de garantie dudit Matériel, par dérogation expresse aux dispositions des articles 1720 et suivants du Code Civil. Le Bailleur n'intervient que dans le cadre d'un contrat de financement, celui-ci n'est pas producteur ou distributeur au sens de l'article R.543-174 du Code de l'environnement. En conséquence, le Locataire fera son affaire avec le Fournisseur du financement et de l'organisation de l'enlèvement et du traitement des déchets issus du Matériel. A cet égard, le Locataire s'oblige à veiller au strict respect des dispositions des articles R.543-172 et suivants du Code de l'environnement et assume avec le Fournisseur toutes responsabilités en cas de non-respect de ces dispositions. En conséquence, le Locataire renonce à tout recours contre le Bailleur, quelle qu'en soit la nature, pour quelque motif que ce soit, notamment pour l'exécution de l'obligation de livraison, non-conformité du Matériel ou vice caché. Le Locataire s'interdit expressément d'invoquer l'exception d'inexécution pour différer le paiement de ses Loyers, s'abstenir de les acquitter, en réduire le montant, ou opérer toute compensation. Tous les frais nécessités par l'utilisation et l'entretien du Matériel sont à la charge exclusive du Locataire qui renonce à tout droit à diminution de Loyer ou à indemnisation, quand bien même l'indisponibilité du Matériel pour quelque raison que ce soit devrait durer plus de vingt-et-un (21) jours.

6.2. Transfert des garanties légales et contractuelles : Afin d'obtenir la bonne exécution du Contrat de Vente du Matériel et de permettre au Locataire d'en jouir pleinement, le Bailleur transfère au Locataire, qui accepte, les garanties légales et contractuelles qu'il tient du Contrat de Vente intervenu avec le Fournisseur.

6.3. Mandat d'ester en justice : Le Bailleur donne par les présentes au Locataire mandat d'ester en justice pour, à ses frais entiers et exclusifs, obtenir, si besoin est, la résolution du Contrat de Vente du Matériel. Ce mandat d'ester en justice peut être révoqué à tout moment par le Bailleur pour juste motif. Le Locataire avise le Bailleur de toute introduction d'action en justice et lui communique toutes pièces de procédure lui permettant d'intervenir si bon lui semble dans l'instance et d'en suivre l'exécution. En tout état de cause, le Locataire reste tenu d'exécuter toutes ses obligations en attendant la régularisation juridique et économique de l'opération.

6.4. Résiliation due à la résolution en annulation du Contrat de Vente : Dans le cas où le Contrat serait résilié consécutivement à la résolution ou l'annulation du Contrat de Vente, pour quelque cause que ce soit, le Locataire ayant choisi le Matériel et le Fournisseur comme indiqué ci-dessus devra régler au Bailleur une indemnité H.T. égale à 10 % du montant total des Loyers, majorée de tous frais engagés au titre de la location. En outre, le Locataire est solidairement tenu avec le Fournisseur du remboursement au Bailleur du prix d'acquisition du Matériel majoré des intérêts, sans préjudice de tous autres dommages-intérêts.

6.5. Divisibilité des contrats de mandat et de location : Il est expressément convenu entre les parties que les contrats de mandat et de location prévus aux présentes sont distincts et divisibles et, en conséquence, que la disparition du second laisse subsister les effets du premier.

Article 7 - AUTRES PRESTATIONS

7.1. Faculté de souscription : Lorsque le Locataire a recours à un ou plusieurs Prestataire(s) assurant une ou des Prestations, celles-ci sont librement déterminées avec le Fournisseur ou tout autre Prestataire qu'il a librement choisi. Le Locataire peut ainsi souscrire tout contrat en vue de faire assurer par un tiers ces autres Prestations. Le coût de ces Prestations sera à la charge du Locataire.

7.2. Mandat de facturation : Dans ce cas, le Bailleur, s'il en a reçu mandat par le Prestataire, prélèvera et/ou facturera le montant des Prestations en même temps que les Loyers qui lui sont dus et ce, jusqu'à l'expiration ou la résiliation du Contrat ou du contrat de Prestation.

7.3. Limites du mandat de facturation : En toutes circonstances, le mandat du Bailleur se limite à la facturation et/ou l'encaissement du montant de la Prestation et à son reversement au Prestataire. Toutefois, en cas de non-paiement de ce montant, quels que soient les termes du contrat de Prestation, les stipulations de l'article 4.5 ci-dessus s'appliquent en cas de recouvrement dudit montant pour le compte du Prestataire.

7.4. Indexation : Si le contrat de Prestation passé entre le Locataire et le Prestataire prévoit une indexation de la Prestation, le Bailleur ne fera que répercuter à la demande du Prestataire ladite indexation. Les contestations éventuelles qui pourraient naître à ce sujet seront à débattre directement entre le Locataire et le Prestataire hors la présence du Bailleur qui ne fait qu'exécuter son mandat.

7.5. Absence de responsabilité du Bailleur en matière de Prestations : Le Bailleur est tiers au contrat de Prestation conclu entre le Locataire et le Prestataire. En conséquence, le Locataire fait son affaire exclusive de toute action utile à l'égard du(des) Prestataire(s) pour obtenir l'exécution de la Prestation convenue entre eux, sans l'intervention du Bailleur. Ainsi, la responsabilité du Bailleur ne pourra être recherchée pour quelque cause que ce soit du fait des Prestations effectuées par le Prestataire qui reste seul responsable vis-à-vis du Locataire. En cas de litige entre le Locataire et le Prestataire entraînant la disparition du contrat de Prestation, celle-ci sera sans incidence sur le Contrat si (i) le contrat de Prestation n'était pas une condition déterminante à la conclusion du Contrat et/ou (ii) l'exécution du Contrat n'a pas été rendue impossible du fait de cette disparition, le Locataire pouvant continuer à utiliser le Matériel malgré une telle disparition et (iii) dans la mesure où le Bailleur n'avait pas connaissance de l'existence de l'opération d'ensemble au moment de la conclusion du Contrat. Dans ces circonstances, le Locataire ne pourra refuser le paiement des loyers dus au titre de la location, aucune caducité du Contrat ne pouvant être invoquée par le Locataire.

Article 8 - PROPRIETE

8.1. Propriété du Matériel : Le Locataire doit faire respecter à ses frais le droit de propriété du Bailleur notamment par l'apposition d'une plaque de propriété. Si le Locataire n'est pas propriétaire des locaux dans lesquels le Matériel est exploité, il s'oblige à informer par écrit sans délai le propriétaire des locaux, avec copie au Bailleur, que le Matériel est la propriété de ce dernier.

8.2. Interdiction de disposer du Matériel : Le Locataire ne peut concéder aucun droit réel sur le Matériel ; il ne peut le céder, le donner en gage ou nantissement ; il doit aviser immédiatement le Bailleur en cas de saisie, en prenant toutes mesures pour la sauvegarde du Matériel. Si une saisie du Matériel a lieu, le Locataire doit faire diligence pour en obtenir la mainlevée à ses frais. Il ne peut ni le prêter, ni le sous-louer sans l'autorisation expresse préalable du Bailleur. Toute sous-location autorisée sera

effectuée sous la responsabilité exclusive du Locataire, qui restera tenu vis-à-vis du Bailleur de toutes obligations qui lui sont imposées aux termes des conditions de la location, l'autorisation donnée n'impliquant de la part du Bailleur aucune renonciation à quelque droit ou recours que ce soit envers le Locataire. Les droits de propriété du Bailleur sur le Matériel devront être rappelés dans tout contrat de sous-location conclu. Devra être également incluse dans ce contrat de sous-location une clause reconnaissant au Locataire en sa qualité de bailleur du sous-locataire le droit de céder ledit contrat au Bailleur. Afin de lui permettre de sauvegarder le droit de propriété du Bailleur, le Locataire est tenu de faire connaître sans délai au Bailleur toute procédure collective ouverte à l'encontre du sous-locataire.

8.3. Immatriculation : Si le Matériel est un véhicule, il doit être immatriculé au nom du Bailleur élitant domicile chez le Locataire (arrêté du 9 février 2009 relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules). La copie du certificat d'immatriculation doit être communiquée au Bailleur dans les quinze (15) jours de l'immatriculation comme en cas de modification rendue nécessaire par un changement d'adresse.

8.4. Logiciels : Si le Contrat porte sur un logiciel, le droit de propriété du Bailleur s'exerce également sur tous les supports magnétiques et documents remis au Locataire.

8.5. Affectation en nantissement : Le Bailleur a toute liberté d'affecter en nantissement soit les sommes dues par le Locataire, soit le Matériel. Dans ce cas, le Locataire est désigné comme tiers détenteur.

Article 9 - RESPONSABILITE CIVILE - RESPONSABILITE DOMMAGES ET PERTE DU MATERIEL - ASSURANCE SINISTRES

9.1. Responsabilités : A compter de la date de mise à disposition du Matériel, le Locataire, en qualité de détenteur du Matériel loué et de gardien de son comportement comme de sa structure, est responsable de tous dommages causés par ce Matériel à des personnes ou à des biens, que ces dommages résultent d'un vice de construction, d'un défaut de montage ou de toute autre cause provenant de son emploi. A compter de la date de transfert des risques du Matériel par le fournisseur au Bailleur, le Locataire sera responsable de tous les risques de détérioration ou de perte et/ou de destruction partielle ou totale du Matériel, quelle que soit la cause du dommage, même s'il s'agit d'un cas fortuit ou de force majeure.

9.2. Assurances :

9.2.1 Assurance pour compte du Locataire : Le Contrat de location est systématiquement assorti d'une assurance sur le Matériel souscrite par le Bailleur pour son propre compte et pour compte du Locataire, sauf justification par le Locataire, dans les conditions mentionnées ci-après, de l'existence d'une assurance. L'assurance souscrite par le Bailleur couvre les dommages ou la perte financière, selon la nature du Matériel. Les garanties et exclusions du contrat d'assurance pour compte ainsi que les modalités de déclaration des sinistres seront adressées au Locataire avec le Contrat de location signé par le Bailleur ou mis à sa disposition sur l'Espace Client. Le Locataire s'engage expressément à payer au Bailleur toutes les primes et sommes dues au titre de cette assurance pour compte. Toute variation de la taxe d'assurance sera répercutée sur le montant des primes. En cas de non-paiement de prime à bonne date, le Contrat de location pourra être résilié, conformément à l'article «Résiliation» ci-dessous.

9.2.2 Existence d'une assurance souscrite par le Locataire : Lorsque le Locataire a déjà souscrit personnellement toute police d'assurance, adaptée à la nature du Matériel, il devra faire parvenir au Bailleur, au plus tard au jour de la livraison, l'attestation d'assurance et/ou les polices d'assurance dudit Matériel couvrant les risques visés ci-dessous à savoir : (i) d'une part, sa responsabilité civile en tant que détenteur et gardien utilisataire du Matériel, couvrant le risque des personnes transportées le cas échéant, le Bailleur devant bénéficier de la qualité d'assuré additionnel avec renonciation à recours, (ii) d'autre part, les risques de bris de machine, vol, incendie, explosion, dégâts des eaux, marchandises transportées ou, si le Matériel est constitué de véhicules terrestres à moteur ou d'équipements agricoles, industriels, de BTP ou de manutention, le montant correspondant à l'indemnité de résiliation due telle que prévue à l'article «Résiliation» ci-dessous.

Les polices ci-dessus prévues doivent être souscrites par le Locataire auprès d'une compagnie notoirement solvable et demeurer en vigueur jusqu'à la restitution effective du Matériel au Bailleur pour les montants adaptés à la nature du Matériel et pour un montant au moins égal en ce qui concerne l'assurance dommages à la somme mentionnée à l'article 9.3 en cas de sinistre total. Cette police devra obligatoirement stipuler que :

- le Locataire agit tant en son nom qu'au nom et pour le compte du Bailleur-propriétaire entre les mains duquel doivent être versées toutes indemnités dues au titre de l'assurance dommages et perte financière ;

- la compagnie s'oblige, en cas de modification, résiliation, annulation ou non renouvellement de la police, à en informer préalablement le Bailleur par lettre recommandée avec accusé de réception ; Le Locataire s'engage à transmettre une attestation d'assurance à jour sur demande du Bailleur. Le Locataire demeure en toute circonstance seul responsable du maintien des polices qu'il a souscrites personnellement pendant toute la durée du Contrat de location. L'absence de communication par le Locataire des polices ou des attestations n'implique, de la part du Bailleur, ni responsabilité, ni renonciation à quelque droit ou recours que ce soit.

9.2.3 Autres Assurances : Par ailleurs, il est laissé à l'initiative du Locataire de souscrire à ses frais toute police d'assurance complémentaire qu'il jugerait utile. Le Locataire pourra adhérer aux assurances facultatives (Décès, Incapacité) proposées par le Bailleur directement ou par l'intermédiaire d'une société de courtage d'assurances. Le Locataire donne alors mandat au Bailleur, qui l'accepte et l'exécute à titre gratuit, de souscrire pour son compte et/ou celui de la personne à assurer le bénéfice des assurances facultatives conformément aux options choisies.

9.3. Sinistres : Le Locataire avise immédiatement le Bailleur de tout sinistre survenu au Matériel ou provoqué par celui-ci et s'oblige à faire toute déclaration et/ou formalité requise dans les délais prévus par la réglementation auprès de tout assureur concerné ("l'Assureur") et des autorités compétentes. En cas de sinistre partiel, le Locataire doit assurer à ses frais la remise en état du Matériel. En tout état de cause, il doit payer régulièrement les Loyers. Le montant de la franchise est à la charge du Locataire. En cas de sinistre total, établi par rapport d'expert désigné par l'Assureur, le Contrat de location est résilié de plein droit à la date du sinistre. Le Locataire demeure en tout état de cause gardien, à ses frais, du bien sinistré. Quelle que soit la cause du sinistre, le Locataire est immédiatement redevable envers le Bailleur d'une indemnité H.T. égale au montant total des Loyers restant dus à la date du sinistre, majoré de la valeur résiduelle H.T. du Matériel. Cette indemnité sera, le cas échéant, diminuée des sommes que le Bailleur aurait reçues de l'Assureur au titre de ce sinistre total. En cas de vol de véhicule, le Contrat de location continue pendant le délai réglementaire d'un mois. Ce délai écoulé, le Contrat de location est résilié et l'indemnité prévue ci-dessus est exigible.

Article 10 - RESILIATION

10.1. Le Contrat pourra être résilié de plein droit par le Bailleur, sans accomplir de formalité judiciaire, quinze (15) jours après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au Locataire et restée infructueuse dans les cas visés au 10.2 a/ ci-dessous, et sans mise en demeure préalable dans les cas visés au 10.2 b/ ci-dessous.

10.2. Le Contrat peut être résilié de plein droit par le Bailleur dans les cas suivants : a/ en cas de non-paiement d'un seul Loyer ; si l'une quelconque des informations fournies par le Locataire ou l'une quelconque des déclarations faites au titre du présent Contrat se révèle inexacte au moment où elle a été faite ; en cas de non-respect par le Locataire des engagements pris en application des dispositions obligatoires imposées au Bailleur par la réglementation relative à la lutte anti-blanchiment et contre le financement du terrorisme tel qu'indiqués à l'article 17 ; b/ en cas de disparition ou diminution des garanties et sûretés consenties ; de saisie ou vente du Matériel loué, de la dissolution du Locataire, ainsi que dans le cas prévu par l'article L. 622-13 du Code de commerce après renonciation du mandataire judiciaire à poursuivre le Contrat ; de cession amiable ou forcée du fonds de commerce du Locataire ou cessation de son activité pendant plus de trois mois ; de changement de nature juridique, financière ou autre concernant la structure, l'actionnariat, les statuts, les activités ou les biens du Locataire et susceptible d'influer défavorablement sur l'activité, le patrimoine ou la situation économique ou financière du Locataire ou sa capacité à exécuter ses obligations au titre du Contrat.

10.3. Le Contrat peut être résilié de plein droit par le Locataire, en cas d'inexécution par le Bailleur de ses engagements au titre du Contrat tels que visés à l'article 1.3 ci-dessus, quinze (15) jours après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au Bailleur et restée infructueuse.

10.4. Restitution du Matériel : La résiliation entraîne l'obligation pour le Locataire de restituer immédiatement et à ses frais le Matériel en un lieu désigné par le Bailleur aux conditions prévues aux Articles 5.1 et 12. A défaut, le Bailleur peut faire enlever le Matériel en tous lieux où il se trouve, aux frais du Locataire, soit amiablement, soit par toute autorité compétente, sur ordonnance rendue sur requête ou référé, ou autre, suivant les cas.

10.5. Sommes à payer en cas de résiliation : Le Bailleur se réserve également la faculté d'exiger, outre le paiement des Loyers impayés et de toutes sommes dues jusqu'à la date de restitution effective du Matériel, le paiement : a/ en réparation du préjudice subi, d'une indemnité de résiliation H.T. égale au montant total des Loyers H.T. postérieurs à la résiliation ; et b/ pour assurer la bonne exécution du Contrat, d'une pénalité égale à 10 % de l'indemnité de résiliation.

Article 11 - PROROGATION DU CONTRAT

11.1. Au-delà de la période initialement convenue et par dérogation à l'article 1213 du Code civil, le Contrat est automatiquement prorogé, d'année en année dans la limite d'une durée maximum de 36 mois, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties. Les parties peuvent dénoncer le Contrat par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à l'autre partie trois (3) mois avant la date d'échéance de la période concernée. En cas de prorogation du Contrat, les conditions applicables sont celles en vigueur pendant les douze derniers mois de la location.

11.2. Les stipulations ci-dessus ne s'appliquent pas aux locations conclues avec des locataires dont les contrats sont soumis aux dispositions du Code de la commande publique entré en vigueur le 1er avril 2019. A l'expiration de la location, le Locataire doit restituer le Matériel conformément aux stipulations de l'article 12 ci-dessous.

11.3. La prorogation du Contrat n'entraîne pas novation du Contrat.

Article 12 - RESTITUTION DU MATERIEL

12.1 Modalités : A l'expiration du Contrat, le Locataire doit restituer le Matériel ainsi que tous ses accessoires. La restitution du Matériel a lieu au plus tard le dernier jour de la location sous la responsabilité et aux frais du Locataire dans un lieu désigné par le Bailleur au Locataire. Le Matériel doit être en bon état, n'avoir subi qu'une usure normale, le Locataire étant tenu d'effectuer à ses frais les remises en état nécessaires, et le Bailleur ayant le droit d'exiger la restitution du Matériel en l'état d'origine, comme indiqué à l'Article 5.1.

Tous les frais afférents à cette restitution quels qu'ils soient, démontage, emballage, transport du Matériel en retour et frais d'entreposage jusqu'à la date de recommercialisation, ainsi que les frais d'inspection et de visites techniques nécessaires, sont à la charge exclusive du Locataire.

12.2. Obligation d'effacement de données : Le Locataire s'engage à procéder à l'effacement définitif de toutes les données figurant dans les mémoires et sur les disques et autres supports du Matériel de type informatique. L'utilisation des fonctions classiques d'effacement des systèmes d'exploitation comme la corbeille ou le formatage du disque dur étant insuffisantes, le Locataire s'engage à utiliser un logiciel spécifique permettant l'écrasement irrémédiable des données par effacements successifs de celles-ci. Le Bailleur pourra obtenir confirmation écrite par le Locataire de l'effacement des données sur simple demande. Les données seront dès lors réputées effacées avant retour desdits Matériels et ni le Bailleur ni le Prestataire ne pourront être considérés comme responsables de l'utilisation par un tiers desdites données si le Locataire n'avait pas effectivement respecté son obligation d'effacement.

12.3. Sanctions : Si le Matériel n'est pas restitué à la fin de la location, le Locataire est redevable d'indemnités d'utilisation H.T. fixées sur la base des douze (12) derniers mois de la location au *pro rata temporis*.

Article 13 - TAXES - FRAIS - AMENDES

Le Locataire supporte seul les taxes, frais (y compris les frais d'inscription au greffe) et impôts (T.V.A., vignette, etc...) qui pourraient être dus au titre de la location, qu'ils soient à la charge du Bailleur propriétaire ou du Locataire ; à cet effet le Locataire s'engage également à effectuer au profit du Bailleur tout paiement complémentaire au titre des Loyers de telle sorte que le Bailleur perçoive des Loyers nets de toute retenue à la source éventuellement applicable. Leurs variations éventuelles en cours de location seront répercutées sur le Locataire. Il doit régler les amendes et contraventions entraînées par négligence ou par l'observation de la réglementation en vigueur. Il en rembourse le montant au Bailleur si celui-ci en a fait l'avance. Tous les frais administratifs résultant des demandes du Locataire en cours de Contrat, y compris celles relatives aux modifications des conditions de celui-ci, ou frais de gestion plus généralement liés à la vie du Contrat, seront à la charge du Locataire selon le tarif du Bailleur en vigueur.

Article 14 - CESSIION - TRANSFERT

14.1. Cession par le Locataire : Le Locataire ne peut céder ou transférer ses droits et/ou obligations au titre du Contrat sans le consentement écrit et préalable du Bailleur.

Dans le cas contraire, le Locataire demeurera garant solidaire vis-à-vis du Bailleur de l'exécution par le bénéficiaire ou le cessionnaire de toutes les obligations du Locataire aux termes du Contrat.

14.2. Cession par le Bailleur : Le Locataire reconnaît irrévocablement au Bailleur le droit de transférer la propriété du Matériel et/ou de céder le Contrat ou tout ou partie des droits, en particulier de créance, à tout tiers avec faculté de substitution.

14.3. Titrisation : Les créances résultant du Contrat pourront également être cédées à un organisme de titrisation (articles L. 214-168 et suivants du Code monétaire et financier). Conformément à l'article L. 214-172 dudit Code, le Locataire est averti que tout ou partie du recouvrement des sommes dues pourra être confié à une autre entité désignée à cet effet.

Article 15 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

15.1 Les données personnelles que le Locataire peut être amené à communiquer seront traitées en conformité avec la loi Informatique et Liberté n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement général sur la protection des données (UE 2016/679) du 27 avril 2016. Le Bailleur est conduit à traiter, de manière automatisée ou non, des données à caractère personnel recueillies dans le cadre du présent Contrat et il est à ce titre responsable du traitement. Les informations recueillies sur des personnes physiques (salariés, prestataires, signataires, dirigeants, actionnaires, bénéficiaires effectifs, administrateurs, mandataires salariés, etc. et le cas échéant les garants) dans le cadre des relations avec le Locataire concernent entre autres les informations relatives à l'identité et aux coordonnées des personnes physiques liées directement ou indirectement au Locataire (personne morale). Si les données personnelles ont été transmises par un tiers, il lui incombera d'informer ces personnes physiques de la politique de confidentialité ici décrite.

15.2 Les traitements réalisés ont principalement pour finalités la gestion de la relation contractuelle, l'octroi de financement, la gestion de la relation commerciale et des produits et services souscrits, la personnalisation de notre relation y compris la prospection et l'animation commerciale, la réalisation d'études statistiques, le recouvrement, l'évaluation du risque de crédit, la sécurité et la prévention des impayés et de la fraude, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la gestion des incidents ainsi que la mise en œuvre des obligations légales et réglementaires.

15.3 Les données personnelles seront conservées pour la durée strictement nécessaire à la gestion de la relation professionnelle, à la bonne exécution de nos prestations, tout en respectant les contraintes légales et réglementaires en matière de prescription.

15.4 Toutes les précautions utiles sont prises pour assurer la sécurité et la confidentialité de ces données personnelles, notamment pour empêcher leur perte, altération, destruction ou accès par des tiers non autorisés. Les données personnelles sont protégées par le secret professionnel auquel est tenu le Bailleur conformément aux dispositions des articles L.511-33 et suivants du Code monétaire et financier. Elles pourront être partagées avec les établissements et sociétés membres du groupe auquel appartient le Bailleur ainsi qu'avec ses partenaires, garants, courtiers et assureurs, prestataires, dans les limites nécessaires à l'exécution des finalités décrites ci-dessus. A l'occasion de certaines opérations, les informations personnelles peuvent faire l'objet d'un transfert vers un pays hors Union Européenne avec un niveau de protection adéquate ou dans le cadre d'une convention précisant le niveau de garanties et de protection.

15.5 Conformément à la réglementation susvisée, le locataire dispose (i) d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition et de limitation du traitement, ainsi que (ii) du droit à la portabilité de ses données à caractère personnel et (iii) du droit à tout moment et sans frais, sans avoir à motiver sa demande, de s'opposer à ce que ses données soient utilisées à des fins de prospection commerciale. Pour exercer l'un de ces droits, le Locataire peut écrire à Monsieur le Délégué à la protection des données, 63, chemin Antoine Pardon, 69814 TASSIN Cedex. Le Locataire a enfin le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

15.6 Par la signature des présentes, le Locataire consent à la collecte, au traitement et à la communication tels que ci-dessus énoncés des informations le concernant. Dans l'hypothèse où le Locataire est une personne morale, ce dernier s'engage auprès du Bailleur à informer toutes personnes physiques dont les données personnelles seraient traitées dans le cadre du présent article d'un tel traitement et obtenir leur consentement préalable à tout traitement de données personnelles envisagé dans l'article. Lorsque le consentement a été donné, il pourra toujours être retiré dans les conditions décrites ci-dessus. Consulter notre charte internet Sécurité et gestion des données personnelles : <https://www.ccls-leasing.fr/fr/pdf/charte-securite.pdf>

Article 16 - COMMUNICATION DES INFORMATIONS

Toutes les informations formelles tant sur le Contrat, le Matériel, le Locataire et les notifications faites au Bailleur au titre du Contrat, ainsi que toutes les réclamations, doivent être faites par message électronique à l'adresse service-client@cmlleasing.fr ou via le site www.espaceclients.ccls-leasing.fr ou par lettre simple à l'attention de CCLS - Direction Relation Client - TSA 63001 - 92099 LA DEFENSE Cedex. Une réponse sera apportée à toutes les réclamations dans un délai n'excédant pas deux mois.

Article 17 - LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX, LE FINANCEMENT DU TERRORISME ET LA CORRUPTION - APPLICATION DES SANCTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Le Bailleur vérifiera, tant avant l'entrée en relation d'affaire que tout au long de celle-ci, (i) que le Fournisseur, le Locataire, leur mandataire et le/les bénéficiaire(s) économique(s) de la relation d'affaire ne relèvent d'aucune disposition française ou européenne qui réprime le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, ou d'une ou plusieurs sanctions internationales, ainsi que de (ii) la cohérence et le contexte de la mise en place du Contrat. Il est également tenu de vérifier leur situation financière et l'origine du patrimoine et des fonds impliqués dans la relation d'affaire. En conséquence, Le Locataire s'engage à donner, à première demande du Bailleur, toutes informations et tous justificatifs que ce dernier estime raisonnablement nécessaires au respect de ses propres obligations. A défaut, le Bailleur pourra être amené à refuser la mise en place du Contrat et/ou résilier le Contrat dans les termes de l'article « Résiliation ».

Article 18 - DECLARATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire déclare et garantit par les présentes au Bailleur que, à la date des présentes et à tout moment pendant l'exécution du contrat :

a/ le Locataire est valablement constitué, a le pouvoir et la faculté de conclure et exécuter le Contrat, en ce compris tout acte ou document signé en relation avec ce dernier et

notamment toute sûreté, délégation ou garantie (les « Documents ») ; il remplit les conditions requises pour la conduite de ses affaires, en tout lieu, et bénéficie à cet effet de toutes les autorisations dans toutes les juridictions nécessaires;

b/ la signature et l'exécution par le Locataire des Documents ont été dûment autorisées par tous organes sociaux compétents du Locataire et que les signataires de ces Documents au nom et pour le compte du Locataire bénéficiaient des pouvoirs nécessaires pour le faire ; il n'existe aucune poursuite ou procédure en cours ou sur le point d'être engagée qui pourrait avoir des conséquences préjudiciables sur ses capacités à s'acquitter de ses obligations;

c/ les Documents lient et lieront valablement le Locataire et pourront faire l'objet d'une exécution forcée conformément à leurs termes;

d/ ni la signature du Contrat, ni l'exécution des obligations qui en découlent n'est contraire à une stipulation quelconque de ses statuts, à son objet social, à une disposition législative ou réglementaire applicable au Locataire, à une stipulation d'un contrat ou engagement auquel le Locataire est partie ou à une décision administrative, arbitrale ou juridictionnelle qui lie le Locataire;

e/ tous les renseignements fournis par le Locataire, et notamment ses derniers comptes publiés au vu desquels le Bailleur s'est fondé pour accepter la mise en place du Contrat sont sincères et exacts à tous égards et donnent une image fidèle de la situation du Locataire à la date à laquelle ont été fournis;

f/ le Locataire s'engage à notifier immédiatement par écrit au Bailleur tout changement significatif à compter de la date de signature du Contrat concernant l'un quelconque des points énoncés au présent article et notamment les renseignements fournis par le Locataire;

g/ si le Locataire est un acheteur public (administration, collectivité locale, établissement public), il déclare avoir respecté toutes les obligations lui incombant conformément au Code de la commande publique entré en vigueur le 1er avril 2019, notamment en matière de publicité ; et

h/ il s'engage à n'utiliser le Matériel que pour ses propres besoins professionnels.

Article 19 - DROIT APPLICABLE - JURIDICTION

Le Contrat est régi par le droit français. Sous réserve des dispositions de l'article 48 du Code de procédure civile, le Tribunal de Commerce de Paris sera seul compétent, quels que soient le lieu de livraison et le mode de paiement, pour tout litige relatif à la validité, l'interprétation ou à l'exécution du Contrat et de ses suites.

En autant d'exemplaires que de parties.